Pour notre MAISON COMMUNE

Un futur pour l'Amazonie, un futur pour toutes et tous

La forêt amazonienne est la plus grande forêt tropicale au monde. À l'image d'autres forêts tropicales, telles que les forêts du bassin du Congo et de l'Indonésie, elle joue un rôle essentiel dans la régulation du climat et constitue l'une de nos meilleures défenses contre des changements climatiques désastreux. La région panamazonienne est un biome riche et complexe qui abrite près du tiers de la biodiversité mondiale. Elle abrite aussi plus de 30 millions de personnes[1], dont quelques 380 groupes autochtones[2], ayant leur propre culture, langue et traditions.

Les changements climatiques et l'exploitation des ressources entraînent l'Amazonie vers un « point de non-retour », caractérisé par la déforestation, la pollution et le déplacement de personnes. Notre demande insatiable pour l'or, le fer, la viande, le maïs ou le soja, contribue à la destruction de ces écosystèmes terrestres et aquatiques fragiles[3]. Les mégaprojets d'infrastructures n'apportent que peu des bénéfices promis aux Autochtones, quilombolas (descendants d'esclaves d'origine africaine), seringueiros (cueilleurs artisanaux de caoutchouc) et autres communautés traditionnelles. Les modes de vie séculaires et durables de ces communautés ont protégé les forêts pendant des millénaires. Les femmes et les hommes qui défendent les droits humains sont confrontés à la violence, à la criminalisation et à la dépossession. Au Brésil, plusieurs protectrices et protecteurs de la Terre et des droits humains ont même été tués[4]. Les protéger est vital pour protéger l'Amazonie et préserver notre maison commune pour les générations futures.

Table des matières

L'Amazone et ses affluents 1
Une brève histoire de l'Amazonie 1
Le rôle écologique de l'Amazonie 2
Le synode panamazonien 3
Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones 3
Des femmes à la défense de l'Amazonie 3
Les défenseurs des droits humains en danger 4
Voix à risque 4
Nos partenaires protègent l'Amazonie 4
L'Amazonie est aussi l'affaire du Canada 5
Des solutions contraignantes 5
Notre campagne 6

L'Amazone et ses affluents[5]

Sur les 5,5 millions de kilomètres carrés de la forêt amazonienne coule le puissant fleuve Amazone. Il trouve sa source dans les hauts plateaux des Andes au Pérou. Réunissant des affluents de l'Équateur, du Venezuela et de la Bolivie, le fleuve serpente à travers de vastes forêts au Pérou et en Colombie avant d'atteindre dans les basses terres du Brésil où il devient le plus grand delta au monde, avant de déverser son flot massif d'eau douce dans l'océan Atlantique. Les grandes pluies annuelles causent aussi des inondations saisonnières, appelées *várzea*[6], qui rejettent des eaux riches en nutriments dans les canaux de l'Amazone, haussant leur niveau jusqu'à parfois 15 mètres.

Tout au long de sa course, 1 100 affluents le rejoignent, faisant de l'Amazone le plus long fleuve au monde (6 992 kilomètres), selon certaines mesures, et le plus important en termes de débit. Avec ses plaines inondables qui incluent des portions de la Bolivie, du Guyana, du Suriname, et de la Guyane française, le bassin de l'Amazone occupe quelque sept millions de kilomètres carrés – à peu près la superficie de l'Australie.

Une brève histoire de l'Amazonie[7]

Certains indices suggèrent que le bassin de l'Amazone a hébergé d'importantes populations autochtones depuis plus de 10 000 ans. Les peuples autochtones qui y vivaient et y protégeaient la terre ont vécu un épisode dramatique de leur histoire au 16e siècle, à l'apogée de l'Empire inca. Les conquistadors espagnols ont commencé à explorer la région en 1541, la baptisant ainsi en l'honneur des Amazones, ces femmes guerrières de la Grèce antique. Ils ont documenté la présence de grandes communautés bien établies dans les hauts plateaux andins et le long des rives de l'Amazone et de ses affluents, dont les peuples Awá, Kayapo, Ticuna et Yanomami. Ces populations autochtones ont diminué drastiquement à cause des maladies apportées par les Européens, contre lesquelles ils n'avaient aucune immunité naturelle.

Souhaitant exploiter l'or et les autres ressources de la région, les Espagnols s'installent alors sur la côte du Pacifique alors que les Portugais choisissent l'Atlantique. Les Anglais, les Français et les Hollandais installent leurs colonies en Guyane.

Volant la terre des peuples autochtones, les colons repoussent certains d'entre eux à l'intérieur des forêts, loin de leurs sources traditionnelles de nourriture et d'eau. Parmi les quelques survivantes et survivants, plusieurs sont forcés de travailler dans les mines et les haciendas, aux côtés d'esclaves originaires d'Afrique. Les Jésuites, qui s'opposaient à ces traitements inhumains, établissent des missions évangéliques à l'embouchure et sur les rives de l'Amazone.

Vers 1870, un boom du caoutchouc gagne l'Amazonie profonde. Les peuples autochtones utilisaient depuis longtemps la sève de l'hévéa local pour fabriquer des outils et des sacs. À mesure que ce matériau gagne en popularité à travers le monde, le marché colonial du caoutchouc entraîne l'esclavage et le génocide de plusieurs groupes autochtones au Brésil. Vers 1910, les Anglais établissent des plantations de caoutchouc en Afrique et en Asie, notamment au Sri Lanka et en Malaisie, mettant ainsi fin au monopole brésilien. Ce commerce reprend brièvement vie au cours de la Deuxième Guerre mondiale, lorsque les Japonais barrent l'accès au caoutchouc provenant d'Asie[8]. Bien qu'il ait été dévastateur pour des milliers de personnes, le boom du caoutchouc n'a pas entraîné de défrichement à grande échelle. Aujourd'hui, l'exploitation artisanale du caoutchouc est durable et constitue une part importante des efforts de conservation au Brésil et en Bolivie.

Depuis les années 50, les routes construites au plus profond de l'Amazonie facilitent l'exploitation des ressources naturelles. La construction de barrages hydro-électriques a permis l'exploitation massive de mines d'or et de fer et la mise en place de grands projets gaziers et pétroliers[9]. Avec des promesses souvent douteuses d'accès à des terres fertiles, les programmes nationaux de relocalisation ont encouragé les petites agricultrices et petits agriculteurs à coloniser la forêt tropicale. Cette « réforme agraire » a causé de nombreux conflits, opposant paysans et peuples autochtones. Aucun de ces groupes n'est sorti vainqueur puisque les politiques de développement successives ont favorisé l'agriculture à grande échelle et les projets miniers et énergétiques.

En 2010, la déforestation s'est arrêtée brièvement lorsque le gouvernement progressif révisait les politiques de relocalisation et de développement du Brésil. Cet espoir s'est éteint lorsque le nouveau gouvernement dirigé par le président Jair Bolsonaro a promis d'accroître rapidement l'exploitation des ressources naturelles et de limiter les pouvoirs et les ressources des agences environnementales et de bien-être des communautés autochtones. Il n'est donc pas étonnant de constater que l'Amazonie perd l'équivalent d'un à trois terrains de soccer par minute en forêt tropicale[10] [11].

> ***« Pourquoi cela nous prend-il tant de temps à comprendre que si nous blessons la nature, nous nous blessons nous-mêmes ? Nous n'observons pas le monde de l'extérieur. Nous n'en sommes pas séparés. »***
>
> — Davi Kopenawa, leader Yanomami

Aujourd'hui, de nombreuses communautés traditionnelles autochtones continuent de vivre de manière durable dans la région amazonienne, après avoir survécu à la colonisation, à l'esclavage, au vol de leurs terres et aux maladies. Elles doivent toutefois défendre constamment leurs droits, leurs modes de vie et le peu de terres qu'il leur reste.

Le rôle écologique de l'Amazonie

L'Amazonie régule l'humidité, les cycles de l'eau et les niveaux de carbone, tant au niveau régional que mondial. La forêt absorbe et entrepose les gaz à effet de serre. L'Amazonie génère aussi la vapeur d'eau qui crée les nuages. Les eaux douces du fleuve qui se jettent dans l'océan Atlantique agissent comme mécanisme de refroidissement. Ainsi, l'Amazonie et sa forêt tropicale rafraîchissent le climat local et contribuent à générer la pluie, ce qui conditionne la température de vastes régions.

La dégradation de l'Amazonie affaiblit sa capacité à atténuer les changements climatiques; les implications qui en découlent sont effarantes au plan mondial. Alimentée par les niveaux anormalement élevés de nutriments rejetés dans l'océan par l'Amazone – à cause de la déforestation et de l'agriculture industrielle, l'éclosion d'une bande de 9 000 kilomètres d'algues menace la vie aquatique de l'Atlantique[12]. Certains scientifiques estiment que l'Amazonie émet maintenant plus de dioxyde de carbone qu'elle n'en absorbe[13], à cause de la hausse des températures, de la diminution des précipitations et de la « savanisation » croissante – les plaines arides remplaçant la forêt. Sans l'influence régulatrice de l'Amazonie, les désastres climatiques s'accroîtront dans la région, et les températures augmenteront dans le reste du monde.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones[20]

La déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones confirme les droits des peuples autochtones du monde à l'autodétermination et au consentement libre, préalable et éclairé. Cette déclaration a été adoptée lors de l'Assemblée générale de 2007 : 144 États ont voté pour, 4 États contre (Canada, États-Unis, Australie et Nouvelle-Zélande) et 11 États se sont abstenus. Les quatre États ayant voté contre ont revu leurs positions depuis, et la déclaration jouit maintenant d'un soutien presque universel.

Cette déclaration, formidable réussite à portée historique, établit les standards qui doivent permettre de garantir la survie et le bien-être des peuples autochtones du monde. Au Brésil, elle soutient le plaidoyer pour le droit à la terre des Autochtones. Dans ce pays, plus de 10 % des terres, particulièrement dans la forêt amazonienne, sont reconnues comme territoires autochtones. Pourtant, les droits fonciers des peuples autochtones sont précaires et souvent violés. Et le gouvernement actuel a manifesté son intention de réduire significativement les zones réservées aux peuples autochtones.

En 2018-2019, le projet de loi C-262, un projet d'initiative parlementaire pour amener le Canada à harmoniser ses lois avec la Déclaration des Nations Unies, a été déposé à la Chambre des communes et au Sénat. Son adoption aurait pu marquer un tournant, étant donné la reconnaissance par la Commission de vérité et réconciliation de cette déclaration comme cadre de travail pour la réconciliation. Malheureusement, le projet de loi est mort au feuilleton au Sénat, victime de délais procéduriers qui semblaient destinés à l'achever.

Le synode panamazonien

L'Assemblée spéciale du Synode des évêques pour l'Amazonie, qui se tiendra en octobre 2019 au Vatican, mettra en lumière la région panamazonienne et ses peuples. Intitulé *Amazonie : nouveaux chemins pour l'Église et pour une écologie intégrale*[14], ce synode est une réponse à l'encyclique papale *Laudato Si'*[15]. Cette encyclique nous appelle à agir sur les crises sociales et écologiques, générées par la surconsommation et une culture qui conçoit la nature comme une marchandise. Par ce synode, le pape invite l'Église à « *rechercher de nouveaux chemins pour faire s'épanouir le visage amazonien de l'Église et pour faire face aux situations d'injustice dans la région* ».

L'*Instrumentum laboris*[16], le document préparatoire du synode, publié en juin 2019, se base sur des consultations avec les peuples de toute l'Amazonie. Il décrit l'Amazonie à la beauté blessée, déformée, comme « un lieu de douleur et de violence », déplorant la « destruction environnementale et l'exploitation ». Le document constate la « violation systématique » des droits humains ; les menaces au droit à la terre et à l'autodétermination des peuples autochtones; et les bénéfices que les compagnies extractives, axées sur le profit, tirent de la permissivité des gouvernements. Il décrit la dégradation environnementale de l'Amazonie, la pollution, la déforestation, l'extinction des espèces et les pertes de vies humaines, comme « une réalité brutale qui nous met tous au défi ».

L'*Instrumentum* appelle à la protection des peuples autochtones en situation d'isolement volontaire qui deviennent de plus en plus vulnérables à cause de l'expansion de l'exploitation minière et de la déforestation. Le document constate que l'urbanisation a amené 70 à 80 % de la population à quitter les zones rurales pour la ville. Il constate aussi que cette migration, loin de favoriser l'intégration, conduit à une « urbanisation de la pauvreté », à une plus grande exclusion et à des problèmes sociaux comme l'abus de drogue et d'alcool et le trafic humain.

Au cours de ce Synode, les évêques de l'Amazonie et du monde entier discuteront de la manière de changer le cours de l'humanité, pour que le biome amazonien et ses peuples soient protégés. Pour sauvegarder l'Amazonie et toute notre planète, nous devons transformer notre approche extractiviste en une approche de respect pour notre maison commune[17].

Des femmes à la défense de l'Amazonie

L'*Instrumentum laboris* rappelle avec gravité que « Dans certaines régions d'Amazonie, 90 % des Autochtones assassinés dans les populations isolées sont des femmes ».

L'extractivisme en Amazonie a eu des impacts négatifs qui ont aussi affecté les femmes. Les projets d'extraction ont accéléré l'urbanisation et ont attiré davantage de travailleurs, surtout des hommes, augmentant ainsi les niveaux de violence et d'abus sexuels envers les femmes. La prostitution et le trafic humain se sont aussi installés suite à l'arrivée de ces projets.

La Rapporteuse spéciale des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones a constaté comment les femmes autochtones devenaient vulnérables lorsque qu'on prenait leurs terres :

« La perte de terres et l'exclusion des femmes peuvent créer une vulnérabilité à l'égard des mauvais traitements et de la violence, tels que les violences sexuelles, l'exploitation sexuelle et la traite. En outre, les effets secondaires des violations des droits fonciers, tels que la perte des moyens de subsistance et les problèmes de santé, affectent souvent de manière disproportionnée les femmes dans leur rôle de pourvoyeuses de soins et de protectrices de l'environnement au niveau local.[18]».

Dans ce rôle de gardiennes de la forêt, plusieurs femmes autochtones sont devenues des leaders de première ligne pour la défense de la terre, de l'eau et de la forêt amazonienne. Et elles sont confrontées à la répression et à la criminalisation. Un récent rapport d'Amnesty International décrit en détail comment les autorités de l'Équateur ont ignoré les menaces de mort reçues par un groupe de femmes autochtones qui protestaient contre l'exploitation pétrolière et gazière de l'Amazonie[19]. Certaines de ces femmes y décrivent comment elles doivent rester cachées afin d'assurer leur sécurité.

Les États doivent s'assurer que les droits des femmes autochtones de l'Amazonie soient respectés, ils doivent les protéger contre les menaces, et réaliser des enquêtes sérieuses et poursuivre celles et ceux qui perpètrent des crimes contre elles.

Les défenseurs des droits humains en danger

Souhaitant continuer à vivre de façon durable en Amazonie, des individus et des communautés défendent leurs territoires et s'opposent à la dévastation et à la pollution des forêts, de la terre et de l'eau. Ces défenseurs, dont plusieurs sont des femmes, sont souvent confrontés aux menaces, à la criminalisation, à la violence et même au meurtre, de la part de représentants de grandes compagnies ou de fonctionnaires du gouvernement. En 2018, *Front Line Defenders* a constaté que les personnes qui défendent les droits à la terre, les droits environnementaux et les droits des Autochtones étaient trois fois plus susceptibles d'être attaquées que d'autres défenseurs des droits humains[21]. Les leaders autochtones et ruraux de ces mouvements, particulièrement les femmes, sont souvent traités comme étant opposés au développement, comme des criminels, ou même des terroristes.

Cette victimisation affaiblit le rôle essentiel de ces défenseurs face à l'urgence de la protection de l'environnement. Dans son rapport historique de 2018, le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) nous informe des graves conséquences d'un réchauffement global qui ne serait pas limité à 1,5 degré au-dessus des moyennes préindustrielles[22]. Il explique clairement que si cet objectif n'est pas atteint d'ici 12 ans, des centaines de millions de personnes feront face à de graves pénuries alimentaires, des sécheresses, à des températures extrêmes et à la pauvreté.

Le GIEC rappelait l'urgence de changements fondamentaux dans l'économie mondiale afin de contenir les dommages engendrés par les changements climatiques. Pourtant, les défenseurs du droit à la terre, de l'environnement et des droits des Autochtones sont plus menacés que jamais. Ce sont les peuples autochtones, qui ont vécu dans les forêts tropicales depuis des générations sans contribuer au réchauffement global, les petites agricultrices et petits agriculteurs familiaux, les cueilleurs de caoutchouc, qui toutes et tous résistent à la dépossession de leurs terres par l'agriculture industrielle, l'exploitation minière et les projets énergétiques.

Les personnes qui se portent à la défense de la terre et de l'eau doivent être protégées des menaces et de la violence afin de pouvoir protéger l'Amazonie, et conséquemment la Terre entière du chaos climatique. Leurs droits à dire « non » et à choisir leurs propres modèles de développement doivent être respectés par les gouvernements, les compagnies et les institutions financières de développement.

Nos partenaires protègent l'Amazonie

La **Commission pastorale de la terre (Comissão Pastoral da Terra – CPT)** soutient les luttes des paysannes et des paysans brésiliens et des sans terres contre la distribution injuste des terres, en documentant les violations des droits humains et les litiges fonciers, tout en les accompagnant lors de procès. Inspirée par la théologie de la libération, la CPT fait la promotion d'une véritable réforme agraire, du respect de l'environnement et de l'importance de la voix des paysannes et des paysans.

Le **Réseau ecclésial panamazonien (Rede Eclesial Pan-Amazônica – REPAM)**, est un réseau de l'Église catholique soutenu par la Conférence des évêques d'Amérique latine - CELAM. Il fait la promotion des droits et de la dignité des personnes vivant en Amazonie. Le REPAM éveille l'attention du monde entier sur la situation précaire des peuples autochtones et sur l'importance cruciale du biome amazonien.

Le **Conseil indigène missionnaire (Conselho Indigenista Missionário – CIMI)**, créé par la Conférence nationale des évêques du Brésil, soutient les luttes des peuples autochtones pour l'autonomie, les droits territoriaux et la justice sociale. Il est composé de plus de 400 missionnaires qui aident les communautés opprimées à s'organiser, plaider, défendre et faire connaître leurs causes plus efficacement.

Voix à risque: Lignes directrices du Canada pour le soutien des défenseurs des droits de la personne[26]

Le gouvernement canadien a déclaré son engagement à travailler avec d'autres gouvernements, la société civile, les organisations internationales et le secteur privé afin de renforcer les règles internationales qui protègent les droits humains universels. Cela inclut la protection des défenseurs des droits humains et de la terre en Amazonie.

Les lignes directrices du Canada pour le soutien des défenseurs des droits de la personne proposent des conseils pratiques aux représentants du gouvernement à Ottawa et dans les missions canadiennes à l'étranger sur la protection des défenseurs des droits. Soutenir les défenseurs des droits humains, renforcer leur efficacité, et les protéger des menaces auxquelles ils sont confrontés sont donc des engagements nationaux pour lesquels les Canadiennes et les Canadiens doivent exiger des comptes de leur gouvernement.

L'Amazonie est aussi l'affaire du Canada

Parmi les compagnies qui exploitent les ressources de l'Amazone, de nombreuses compagnies minières, pétrolières, gazières et énergétiques, sont de propriété canadienne. Affaires mondiales Canada rapporte que les firmes canadiennes ont investi environ 11,5 milliards de dollars au Brésil l'an dernier, ce qui représente environ 1 % des investissements à l'étranger[23]. Exportation et développement Canada soutient l'investissement canadien dans la région amazonienne par des prêts et des garanties de prêts. Le *Globe and Mail* publiait récemment dans un article que cette agence, financée par le gouvernement fédéral, manque de transparence et qu'elle investit dans des projets qui ne rencontrent pas les standards canadiens[24].

Le président brésilien Jair Bolsonaro et son ministre de l'environnement remettent en cause la réalité des changements climatiques et envisagent l'expansion de l'exploitation minière et de l'agriculture industrielle en Amazonie[25], même dans les territoires autochtones protégés et les réserves de récolte de caoutchouc. Face à ce contexte politique qui met en péril la forêt tropicale et ses peuples, il est impératif que les compagnies canadiennes et les institutions gouvernementales qui les soutiennent fassent preuve de diligence raisonnable afin de s'assurer que leurs projets ne dépossèdent pas les peuples, ne rasent pas les forêts, ni ne polluent les eaux et les terres qui sont source de subsistance.

Les ruptures des barrages miniers, à Mariana en 2015 et à Brumadinho en 2019, qui ont causé une pollution massive et tué des centaines de personnes, rappellent l'incapacité de la réglementation brésilienne à obliger les compagnies minières à protéger l'environnement et les communautés situées à proximité de leurs projets. Ces désastres devraient forcer les investisseurs canadiens à réfléchir aux impacts sociaux et environnementaux de leurs investissements au Brésil.

Soulignons que le gouvernement canadien explore l'idée d'un accord de libre-échange avec les pays du Mercosur (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay), qui pourrait avoir des implications majeures pour la région amazonienne. Le gouvernement du Canada a affirmé à maintes reprises son engagement pour un agenda progressiste en matière commerciale, un agenda qui devrait donc prendre en compte les impacts sur les droits humains dans toute négociation commerciale avec l'actuel gouvernement du Brésil.

Des solutions contraignantes

Les compagnies canadiennes insistent souvent sur le fait qu'elles respectent les lois locales et suivent les meilleures pratiques de responsabilité sociale. Toutefois, des témoignages des communautés révèlent que cette conformité volontaire ne protège pas les droits des peuples de l'Amazonie et des pays du Sud de manière générale. Le gouvernement canadien doit adopter des lois et des politiques qui obligent nos compagnies extractives, énergétiques et agricoles à respecter les droits humains, partout où elles opèrent.

Les *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme*[27] des Nations Unies aident les États et les compagnies à « prévenir, identifier et réparer les violations aux droits humains commises lors des opérations des entreprises ». Ils recommandent d'agir avec diligence pour que les entreprises respectent les droits humains, de l'environnement et du travail. Les pays européens comme la France et le Royaume-Uni ont adopté des lois de diligence raisonnable qui exigent que les compagnies rapportent les risques que posent leurs activités pour les droits humains et pour les travailleurs. Le Canada envisage de développer une législation de diligence raisonnable, mais sa portée se limiterait au travail des enfants. Si elle n'aborde pas l'ensemble des droits, cette législation ne pourra s'attaquer aux enjeux auxquels l'Amazonie fait face aujourd'hui.

En 2014, le Conseil des droits de l'homme des Nations Unies a créé un groupe de travail intergouvernemental ayant le mandat d'élaborer un instrument juridiquement contraignant sur la question des entreprises et des droits humains, qui régulerait les sociétés transnationales et offrirait des règles du jeu équitables pour toutes les entreprises opérant à l'étranger. La proposition actuellement en négociation met l'accent sur l'accès à la réparation et à la justice pour les victimes d'abus de la part des entreprises et sur la responsabilité légale des entreprises transnationales. En tant que nouveau participant à ce processus, le Canada devrait profiter de cette occasion pour démontrer son leadership sur ces questions afin de protéger l'avenir de notre planète et de ses habitants.

Notre campagne

Conçue sur deux ans, la campagne Pour notre maison commune portera cette année sur le thème Un futur pour l'Amazonie, un futur pour toutes et tous. On demande aux Canadiennes et aux Canadiens d'agir pour la protection de l'Amazonie par la solidarité, le plaidoyer et l'engagement personnel. En nous montrant solidaires, et en plaidant la cause des communautés amazoniennes confrontées aux impacts de la déforestation et de l'exploitation effrénée des ressources, nous soutenons la défense de leurs terres, ce qui permet de protéger l'Amazonie tout en luttant contre les changements climatiques. En optant pour des habitudes de vie plus durables, telles que réduire notre consommation et prendre les transports en commun, nous nous attaquons aux causes mêmes des changements climatiques.

Lettres de solidarité

Nous invitons les Canadiennes et les Canadiens à soutenir deux communautés brésiliennes — les *seringueiros* de Machadinho d'Oeste et le peuple Mura de Manaus — en signant, ou en rédigeant, une lettre de solidarité. Cela mettra en lumière les luttes de ces communautés contre la dépossession et la destruction, leur courage à défendre leur terre, et les causes profondes de leur détresse (voir le **feuillet *Agissons*** pour plus de détails). Plus les personnes, les écoles, les paroisses et les communautés signeront de lettres de solidarité, plus ces communautés recevront d'attention. Ces lettres seront acheminées aux communautés pour leur démontrer qu'elles ne sont pas seules, que nous sommes à leurs côtés dans la défense de leur terre, et de notre planète.

devp.org/agir

Lettres de plaidoyer

Les lettres signées serviront à faire pression sur le prochain gouvernement du Canada, sur les ambassades canadiennes, sur les gouvernements locaux et national au Brésil, et sur les compagnies concernées. En évoquant le nombre de Canadiennes et de Canadiens préoccupés par la situation des défenseurs de l'Amazonie, nous rédigerons et publierons des lettres de plaidoyer convaincantes. Ces lettres présenteront des demandes spécifiques pour la protection des défenseurs de l'Amazonie, et nous y soulignerons la sensibilité et la solidarité des Canadiennes et des Canadiens à leurs luttes. Elles seront également acheminées aux agences qui assurent leur protection.

Rencontres avec les députés fédéraux

Nous encouragerons les membres de Développement et Paix – Caritas Canada à rencontrer leurs députés fédéraux afin de les convaincre de l'urgence d'agir pour la protection de l'Amazonie et de ses défenseurs. La période postélectorale sera un bon moment pour rencontrer les nouveaux députés ou les députés réélus. Voici des exemples de questions à leur poser :

1. Étant donné l'importance de l'Amazonie comme régulateur du climat global, et dans le contexte où le gouvernement Bolsonaro cherche à réduire les droits des défenseurs autochtones de la terre, que fera votre parti pour convaincre le gouvernement du Brésil de protéger l'environnement et de respecter les droits humains?

2. Le Canada discute actuellement d'un possible accord de libre-échange avec les pays du Mercosur. Que fera votre parti pour s'assurer que cet accord soit conditionnel au respect des droits humains par toutes les parties impliquées?

3. Le gouvernement Trudeau avait promis de créer un poste d'ombudsman indépendant, doté du pouvoir d'enquêter sur des allégations d'abus aux droits humains liés aux opérations à l'étranger de compagnies minières et énergétiques canadiennes. Jusqu'à aujourd'hui, cet ombudsman n'est pas doté de réels pouvoirs et d'autonomie pour lui permettre de réaliser son mandat. Que fera votre parti pour que le nouvel ombudsman canadien de la responsabilité des entreprises (OCRE) soit en mesure de garantir, aux communautés affectées par les impacts des opérations minières canadiennes, un accès à la justice?

Les membres qui rencontrent leur député devraient soumettre un rapport dont on trouvera le format au lien suivant : **devp.org/campagne/rapportca**

Engagement intergénérationnel

Nous mettons au défi les Canadiennes et les Canadiens de signer notre *engagement intergénérationnel pour notre maison commune* au lien suivant : **devp.org/engagement**. Les personnes de tous âges sont invitées à effectuer au moins un changement dans leurs habitudes de vie pour le bien de l'environnement, par exemple, réduire sa consommation de viande ou utiliser les transports en commun. Celles et ceux qui s'engageront pourront télécharger leur photo pour notre mosaïque de citoyennes et citoyens engagés.

Merci de vous impliquer dans cette importante campagne !

Sources

1 World Wide Fund For Nature. « Amazon: People & Communities. » WWF. Repéré le 23 juillet 2019. **worldwildlife.org/places/amazon#people.**

2 REPAM, and Vatican News - English. « Pan-Amazonian Synod Spot (REPAM). » YouTube. 8 juin 2018. Repéré le 23 juillet 2019. **youtu.be/C-o-pCaJ7GY?t=49**.

3 Amazon Watch. « Complicity in Destruction II: How Northern Consumers and Financiers Enable Bolsonaro's Assault on the Brazilian Amazon. » Amazon Watch. Avril 2019. Repéré le 23 juillet 2019. **amazonwatch.org/assets/files/2019-complicity-in-destruction-2.pdf**.

4 REPAM (Réseau ecclésial panamazonien). « Regional Report of Violation of Human Rights in the Amazonia: Weaving Networks of Resistance and Struggle in Colombia, Brazil, Ecuador, Peru and Bolivia » 19 septembre 2018. (Disponible en anglais, espagnol, allemand). Repéré le 23 juillet 2019. **cidse.org/publications/business-and-human-rights/regional-report-of-violation-of-human-rights-in-the-amazonia.html**.

5 Schultz, Alarich R., Raymond E. Crist, and James J. Parsons. « Amazon River. » Encyclopædia Britannica. 27 septembre 2018. Repéré le 23 juillet 2019. **britannica.com/place/Amazon-River**.

6 Contributeur Wikipedia. « Várzea Forest. » Wikipedia, l'encyclopédie libre. Repéré le 23 juillet 2019. **en.wikipedia.org/wiki/Várzea_forest**.

7 Hemming, John. Tree of Rivers: The Story of the Amazon. London: Thames & Hudson, 2009.

8 Weinstein, Barbara. The Amazon Rubber Boom 1850-1920. Stanford: Stanford University Press, 1983.

9 Torres, Mauricio, et Sue Branford. Amazon Besieged: By Dams, Soya, Agribusiness and Land Grabbing. Rugby, Warwickshire: Practical Action Publishing, 2018.

10 Shukman, David. « 'Football Pitch' of Amazon Forest Lost Every Minute » BBC News. 2 juillet 2019. Repéré le 23 juillet 2019. **bbc.com/news/science-environment-48827490**.

11 Watts, Jonathan. « Amazon deforestation accelerating towards unrecoverable 'tipping point » The Guardian. 25 juillet 2019. Repéré le 29 juillet 2019. **theguardian.com/world/2019/jul/25/amazonian-rainforest-near-unrecoverable-tipping-point**

12 Scully, Ruby Prosser. « 9000 Km Belt of Seaweed Spanning the Atlantic Threatens Marine Life » New Scientist. Repéré le 23 juillet 2019. **newscientist.com/article/9000-9000-km-belt-of-seaweed-spanning-the-atlantic-threatens-marine-life/**.

13 Watts, Jonathan. « Alarm as Study Reveals World's Tropical Forests Are Huge Carbon Emission Source. » The Guardian. 28 septembre 2017. Repéré le 23 juillet 2019. **theguardian.com/environment/2017/sep/28/alarm-as-study-reveals-worlds-tropical-forests-are-huge-carbon-emission-source**.

14 « Le document préparatoire pour le Synode pour l'Amazonie » Amazonie : Nouveaux chemins pour l'Église et pour une écologie intégrale. Repéré le 23 juillet 2019. **sinodoamazonico.va/content/sinodoamazonico/fr/documents-/document-preparatoire.html**.

15 Pape François. « Lettre encyclique Laudato Si' du Saint-Père François sur la sauvegarde de la maison commune. » Laudato Si'. 24 mai 2015. Repéré le 23 juillet 2019. **w2.vatican.va/content/francesco/fr/encyclicals/documents/papa-francesco_20150524_enciclica-laudato-si.html**.

16 « Instrumentum laboris pour le Synode sur l'Amazonie. » Amazonie : Nouveaux chemins pour l'Église et pour une écologie intégrale. Repéré le 23 juillet 2019. **sinodoamazonico.va/content/sinodoamazonico/fr/documents-/instrumentum-laboris.html**

17 CELAM (Conférence épiscopale d'Amérique latine). « Missionary Disciples: Custodians of Our Common Home - Discernment in Light of the Encyclical Laudato Si'. » (Texte original en espagnol) Janvier 2018. Repéré le 23 juillet 2019. **https://www.cidse.org/publications/climate-justice/download/1637_198d6d667ef7920ff2a96d2ba48eafb1.html**.

18 Tauli-Corpuz, Victoria Lucia. « Rapport de la Rapporteuse spéciale sur les droits des peuples autochtones. » Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. 6 août 2015. Repéré le 23 juillet 2019. **undocs.org/fr/A/HRC/30/41**.

19 Amnesty International. « Ecuador: «They Will Not Stop Us»: Justice and Protection for Amazonian Women, Defenders of the Land, Territory and Environment. » 2019. Repéré le 23 juillet 2019. **amnesty.org/download/Documents/AMR2800392019ENGLISH.PDF**.

20 Assemblée générale des Nations Unies. « Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones. » Nations Unies. 2 octobre 2007. Repéré le 23 juillet 2019. **undocs.org/fr/A/RES/61/295**.

21 Front Line Defenders. « Global Analysis 2018. » Front Line Defenders. 24 avril 2019. Repéré le 23 juillet 2019. **frontlinedefenders.org/sites/default/files/global_analysis_2018.pdf**.

22 IPCC. « Special Report: Global Warming of 1.5 °C. » Intergovernmental Panel on Climate Change. 2019. Repéré le 23 juillet 2019. **https://www.ipcc.ch/sr15/**.

23 Arsenault, Chris. « What a Far-right Bolsonaro Presidency in Brazil Means for Canadian Business | CBC News. » CBC News. 29 octobre 2018. Repéré le 23 juillet 2019. **cbc.ca/news/world/brazil-canada-trade-bolsonaro-politics-foreign-policy-1.4878379**.

24 McClearn, Matthew. « Federal Review of Export Development Canada Finds Inadequate Disclosure Practices » The Globe and Mail. July 1, 2019. Repéré le 23 juillet 2019. **theglobeandmail.com/canada/article-federal-review-slams-export-development-canadas-disclosure-practices/**.

25 Jamasmie, Cecelia. « Amazon Rainforest's Riches up for Grabs as Brazil to Open Indigenous Reserves to Mining. » Mining.com. March 8, 2019. Repéré le 23 juillet 2019. **mining.com/amazons-riches-up-for-grabs-as-brazil-to-open-indigenous-reserves-to-mining/**.

26 Affaires mondiales Canada. « Voix à risque: Lignes directrices du Canada pour le soutien des défenseurs des droits de la personne. » AMC. 2019. Repéré le 23 juillet 2019. **international.gc.ca/world-monde/assets/pdfs/issues_development-enjeux_developpement/human_rights-droits_homme/rights_defenders-guide-defenseurs_droits_fr.pdf**.

27 Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. « Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'Homme: mise en œuvre du cadre de référence 'protéger, respecter et réparer' des Nations Unies » HCDH. 2011. Repéré le 23 juillet 2019. **ohchr.org/Documents/Publications/GuidingPrinciplesBusinessHR_FR.pdf**.